



PRÉFET

DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE 2022 033-0001 du 2 février 2022

Mettant en demeure la société ARENY, de respecter les prescriptions applicables à la carrière de roches massives située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratax » sur le territoire de la commune de Puyvalador

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n°2014052-0002 du 21 février 2014 autorisant l'exploitation de la carrière située au lieu dit « Bac de la Devesa de Camaratax » sur le territoire de la commune de Puyvalador ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à la visite d'inspection du 26/10/2021 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 4 janvier 2022 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'au cours d'une visite réalisée le 26/10/2021, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité par rapport aux prescriptions applicables, qui est détaillée dans la fiche de constats de fait de non-conformité annexée au rapport de visite ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas le phasage d'exploitation précisé dans le dossier de demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du Code de l'Environnement stipule que « toute modification notable... est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale... » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société ARENY, de respecter les prescriptions applicables à la carrière de roches massives située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratax » sur le territoire de la commune de Puyvalador ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société ARENY dont le siège social est situé Pla de Saillens – 66210 LES ANGLES pour la carrière de roches massives située au lieu-dit « Bac de la Devesa de Camaratax » sur le territoire de la commune de Puyvalador est mise en demeure,

dans le délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,

de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger la non-conformité (NC1) relevée dans le rapport d'inspection de la visite du 26/10/2021,

en portant à la connaissance de monsieur le préfet les modifications et phasage d'exploitation et mettant à jour les garanties financières correspondantes, en application de l'article L181-14 du Code de l'environnement.

Ces modifications devront s'appuyer sur la réorganisation de l'exploitation présentée par l'exploitant en date du 26/07/2017 et l'avis technique du CEREMA de 2017.

ARTICLE 2 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société ARENY des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- ✓ d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- ✓ d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- ✓ d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier (6 rue Pitot 34 000 Montpellier) soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Puyvalador, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la société ARENY.

Fait à Perpignan, le 2 - FEV. 2022

Le préfet,

**Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet à la relance**


Thibaut FELIX

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
CHICAGO, ILL.